



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 203

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida.

M. Jean-Pierre Kucheida. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Le Japon connaît une crise financière sans précédent avec la faillite du courtier Yamaichi. Le yen recule. Toutes les places financières du Sud-Est asiatique cèdent du terrain.

Nous savons tous que le Japon est le premier créancier de la planète, et en particulier des Etats-Unis. Nos économies sont mondialement imbriquées et dépendantes. Les Japonais peuvent avoir la volonté de réaliser leurs placements à l'étranger. Jusqu'à présent, il est vrai que l'Occident a plutôt bien fait face, mais qu'en sera-t-il demain, alors que près de 400 milliards de créances douteuses subsistent au Japon ?

Quelles peuvent être, monsieur le ministre, les conséquences immédiates et à terme de ce krach sur l'économie européenne, et particulièrement française ? Quelles peuvent être surtout ses conséquences sur l'emploi, auquel nous sommes profondément attachés, en cette période de reprise encore modérée ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, il est en effet opportun de faire le point sur la situation asiatique.

Comme vous le savez, la crise comporte deux éléments. D'une part, un certain nombre de pays, à commencer par la Thaïlande, ont connu des difficultés provoquées par des sorties de capitaux et ont dû faire face à une crise proprement financière. D'autre part, le Japon, à la suite de quelques petites faillites moins importantes, a vu hier l'un de ses grands courtiers être lui-même mis en faillite.

Pour ce qui est des pays autres que le Japon, il faut se féliciter, en particulier, que le gouvernement coréen ait accepté que le FMI prenne en charge la solution de la crise. Cela montre bien que ces affaires doivent être traitées de façon multilatérale et collective, et je pense que c'est en bonne voie.

S'agissant du Japon, la question qui se pose est de savoir si le mouvement va s'arrêter là ou si la crise risque de s'étendre. Les autorités japonaises sont plutôt rassurantes; elles disent qu'elles gèrent la situation, qu'elles fournissent les liquidités nécessaires, qu'elles ont pris conscience de l'ampleur du problème.

Mais la vraie question est évidemment celle que vous posiez ensuite: quelles conséquences pour nous ?

Il est clair que la croissance des économies asiatiques, qui était forte, sauf au Japon, va se ralentir, mais l'influence sur l'économie européenne et l'économie française sera sans doute modeste. Le ralentissement que nous avions prévu il y a quelques mois aux Etats-Unis et en Angleterre ne se produit finalement pas. Nous sommes donc un peu moins bien du côté de l'Asie, mais un peu mieux du côté des économies anglo-saxonnes, et ceci devrait à peu près équilibrer cela.

Ce que nous devons garder à l'esprit, c'est qu'une crise comme celle de la Corée du Sud touche un pays qui représente 2 % de l'économie mondiale. C'est la taille de l'Espagne mais, pour nous, ce qui se passe en Espagne est, bien sûr, infiniment plus important que ce qui se passe en Corée. Or l'économie de l'Espagne va bien, comme celle des autres pays européens. Même s'il est clair que la crise asiatique ne sera pas sans influence et qu'elle remodèle déjà la situation financière, on peut donc encore raisonnablement penser qu'elle n'aura pas d'effets directs, du moins trop importants, sur nos économies en termes réels.

Comme tous les membres de l'Assemblée qui s'intéressent à la croissance, donc à l'emploi, vous avez certainement eu à coeur de lire les statistiques économiques publiées ce matin. Elles montrent que la croissance de la consommation est aussi forte que nous pouvions l'espérer. Même si l'investissement est en retard, la consommation suit bien le trend que nous souhaitions. La tendance étant là, nous pouvons raisonnablement continuer d'espérer que la croissance européenne, en 1998, tirera l'ensemble de l'économie mondiale. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 203

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 1997, page 6389

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 1997